

**Diplomatie culturelle - Agence pour
l'enseignement du français à
l'étranger - Réponse de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, à une
question d'actualité au
gouvernement au Sénat**
(Paris, 09 mars 2018)

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les Sénateurs,

Monsieur le Sénateur,

Le réseau de l'AEFE est exceptionnel, avec 350.000 élèves scolarisés à travers le monde dans 492 établissements. Il assure deux missions : une mission de service public pour les enfants de nos compatriotes installés à l'étranger et une mission d'influence puisque deux tiers des enfants qui y sont scolarisés sont étrangers.

En termes budgétaires, c'est la première priorité de notre diplomatie d'influence, avec 60% du programme 185, et cela va le demeurer.

Oui, en 2017, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a fortement contribué aux annulations de crédits rendues nécessaires par l'état de nos finances publiques. Au total, 282 millions d'euros ont été annulés, dont 33 millions d'euros, c'est vrai, ont porté sur l'AEFE. Dans ce contexte, j'entends comme vous les inquiétudes exprimées, mais je voudrais vous rassurer.

Je rappelle d'abord l'engagement du président de la République, qui a salué devant l'Assemblée des Français de l'étranger le travail de l'AEFE et de ses personnels. Il a confirmé que ses crédits seraient préservés en 2018 et en 2019. J'ajoute qu'une dotation exceptionnelle de 14 millions d'euros a été ajoutée pour des questions de sécurité.

J'indique également que le président de la République a demandé au ministre de l'Europe et des affaires étrangères de lui présenter, en lien avec le ministre de l'éducation nationale, des propositions à l'été pour réformer l'Agence. La situation budgétaire de celle-ci l'exige, afin de pouvoir consolider le modèle des lycées français à l'étranger, auquel nous sommes profondément attachés.

Cette stabilité budgétaire doit permettre de conforter l'AEFE dans la durée, sur la base d'une stratégie à la hauteur des deux grands défis que rencontre notre réseau : poursuivre sa mission de scolarisation des élèves français, d'une part, et contribuer à notre influence au travers de la promotion de notre modèle éducatif partout dans le monde, d'autre part.

(Source : site internet du Sénat)